

21.03.2014 – 10:31 Uhr

La Suisse se doit de former plus d'adultes aptes à devenir des professionnels qualifiés

Bern (ots) -

Dans notre pays, une personne sur huit entre 25 et 64 ans n'a pas de diplôme. Une telle situation n'est plus acceptable en Suisse, car le manque de places d'apprentissage débouche déjà peu à peu sur une pénurie de main-d'oeuvre. Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, invite le monde politique à faciliter l'accès à une formation initiale des personnes sans diplôme.

Après le oui à l'initiative contre l'immigration de masse, il faut se demander plus que jamais comment la Suisse va répondre à son besoin de main-d'oeuvre qualifiée. La génération des baby-boomers arrive à l'âge de la retraite, les générations qui ont suivi ont enregistré un recul de la natalité. Il est donc d'autant plus important de maintenir les personnes actives sur le marché du travail et de leur permettre d'acquérir de meilleures qualifications.

L'accès à une formation pour adultes n'est pas simple

En Suisse, 600'000 personnes sont dépourvues d'un diplôme sanctionnant une formation initiale. Certes, les outils qui permettent d'acquérir une formation de rattrapage existent, mais ils sont peu utilisés, bien que les études menées à ce sujet montrent que 52'000, voire 93'000 personnes seraient aptes à suivre une telle formation. Travail.Suisse a examiné les facteurs qui entravent l'accès à une formation de rattrapage et est arrivée à la conclusions suivante : premièrement, l'ignorance de l'existence d'offres de formation adéquate - ignorance même du côté des formateurs/trices ou des spécialistes des ressources humaines. Une vaste campagne d'information s'impose donc ; elle doit être soutenue par la Confédération, les cantons et les partenaires sociaux. Deuxièmement, les femmes surtout interrompent souvent leur formation parce qu'elles sont surchargées, devant assumer des tâches familiales et un travail. Elles sont donc tributaires d'offres flexibles et modulaires. Troisièmement, les adultes dépourvus de formation initiale ne disposent souvent pas des compétences de base indispensables ; ces personnes pourraient donc être soutenues par des offres les préparant à une profession. Quatrièmement, le soutien financier qui assurerait à des adultes en formation des moyens de subsistance fait défaut.

Engagement des partenaires de la formation professionnelle et investissements des pouvoirs publics

Afin de pouvoir surmonter les obstacles, la volonté et la collaboration de tous les partenaires de la formation professionnelle - Confédération, cantons, et organisations du monde du travail - sont indispensables. Travail.Suisse place deux exigences au premier plan :

1. Si on souhaite soutenir les personnes sans formation tout en visant un objectif, celui d'atteindre en dix ans 30'000 diplômes sanctionnant une formation initiale pour adulte, un engagement des partenaires s'impose. Un engagement analogue, dont l'objectif était en 2006 que, chaque année jusqu'en 2015, 95 pour cent des jeunes terminent soit le gymnase soit un apprentissage, a été une pleine réussite. Cette recette doit être appliquée en faveur des personnes dépourvues d'un diplôme sanctionnant une formation initiale.
2. Afin que des adultes puissent effectuer une formation de rattrapage sans souci financier, la Confédération et les cantons doivent débloquer chacun au cours de la prochaine décennie 850 millions de francs. Si on veut vraiment soutenir la formation de rattrapage, les adultes et, le cas échéant, leur famille, doivent pouvoir disposer de moyens de subsistances durant leur formation. Ce n'est pas le cas aujourd'hui et il faut que cela change.

Citations:

"Grâce à une formation de rattrapage, les adultes, soutenus par des moyens financiers relativement peu élevés, pourraient grandement contribuer à remédier à la pénurie de main-d'oeuvre qui s'annonce", déclare Angela Zihler, responsable de projet chez Travail.Suisse.

"La Confédération ainsi que les cantons doivent investir chacun 850 millions dans la formation des adultes. Nous devons repenser la formation professionnelle compte tenu de la pénurie de main-d'oeuvre et du oui à l'initiative contre l'immigration de masse. La promotion de la formation de rattrapage est un impératif", déclare Martin Flügel, président de Travail.Suisse.

Contact:

Martin Flügel,
président de Travail.Suisse, 079 743 90 05

Josiane Aubert, conseillère nationale,
vice-présidente de Travail.Suisse, 079 635 98 20

Angela Zihler, responsable de projet,
politique de formation, Travail.Suisse, 079 242 67 21

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100753292> abgerufen werden.